Accueil CGT Ford
PSE
Rubrique CGT GFT
Section retraités FAI et GFT
Dessinateurs en soutien Ford
Les élus CGT Ford
Revue de presse
Télés, vidéos,...
Galerie photos
Les "Bonnes nouvelles"
Nos tracts et affichages

Pour télécharger l'image de la campagne d'appel au boycott de la marque Ford et la diffuser sur les réseaux numériques, cliquez ici :
Boycott Ford.jpg
Image JPG [206.5 KB]

Communiqué CGT-Ford : bataille pour la réindustrialisation du site

Réunion à Bercy avec le ministre :
lancement du groupe de travail pour la réindustrialisation du site, la bataille continue !
La réunion du jour, avec le ministre et en présence de l'ensemble des collectivités locales, avait pour objectif de lancer le groupe de travail en

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

vue de la réindustrialisation du site abandonné par Ford. Ce qui est acté. La première réunion de travail aura lieu dès ce jeudi 21 mars à 11 heures à l'Hôtel de Région, à Bordeaux.
Pour nous, l'intersyndicale, il s'agit de continuer la bataille pour tenter de sauver un bout d'usine, le collectif de travail, le plus d'emplois possible.
Logiquement, le problème posé est celui de la politique des pouvoirs publics, des moyens de contrainte sur Ford, des moyens d'intervention qu'ils vont se donner, pour créer les conditions d'une réimplantation d'activité à court terme sur l'usine. La suite dépend de la capacité de l'Etat à imposer une solution viable pour les salariés et la population.
Le bras de fer continue entre l'Etat et Ford, en vue d'obtenir un accord comprenant les 20 millions d'euros que laisserait la multinationale, envisagé depuis quelques jours mais pas encore gagnés.
Nous avons une nouvelle fois demandé que l'Etat agisse plus fermement, qu'il prenne le contrôle de l'usine, des machines de manière à maitriser le calendrier et à ne plus se faire baratiner par Ford.
Nous poussons pour que l'Etat et les collectivités territoriales agissent concrètement et trouvent des solutions pour qu'au bout, il y ait autre chose qu'une usine fermée et un terrain en friche.
La bataille continue donc.

La CGT Ford Blanquefort le mardi 19 mars 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Ford Blanquefort : un groupe de travail mis en place pour réindustriser le site

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mardi 19 mars 2019

Réponse des élus à Bercy

A l'attention de Monsieur Bruno Le Maire
Ministre de l'Economie et des finances

Bordeaux, le mardi 19 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Réunion FAI à Bercy avec les collectivités locales et les syndicats

Réponse des élus à la lettre d'intention de Ford

La décision de Ford Aquitaine Industries (FAI) de cesser toutes activités industrielles sur le site de Blanquefort fin août 2019, alors qu'un repreneur proposait d'y investir, est très lourde de conséquences pour notre territoire. La confiance est rompue entre FAI et les collectivités locales qui ont soutenu financièrement Ford dans la relance du site depuis 2011.

Le texte de la lettre d'intention de Ford datée du 4 mars 2019 n'est pas acceptable en l'état. D'abord parce qu'il contraint la reconversion du site, ensuite parce qu'il ne garantit pas que les 20 millions d'euros annoncés par Ford y seront exclusivement consacrés, enfin parce qu'il ne permet pas au territoire une rapide maîtrise foncière.

Les élus bordelais, girondins et régionaux demandent:

- De pouvoir disposer le plus rapidement possible de la maîtrise gracieuse du foncier, initialement mise à disposition par les collectivités, pour mener à bien la reconversion du site et refusent donc le transfert de propriété éloigné dans le temps proposé par FAI. Les collectivités locales exigent une extension du périmètre transféré au terrain des circuits, à la zone des utilités, (selon un mode opératoire à trouver avec GFT et les délégataires actuels), et à l'embranchement ferroviaire, atout maître de la reconversion du site. Elles sauront trouver un accord local quant au portage foncier du site FAI de Blanquefort que Ford s'engage à dépolluer complètement.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

- De ne pas exclure à priori, comme l'a fait Ford, la possible reprise de l'outil industriel par le groupe Punch Powerglide, ce qui suppose que l'Etat s'assure du maintien sur le site des équipements industriels sans lesquels toute poursuite d'activités de sous-traitance automobile parait illusoire. Lucides, les collectivités locales veulent pouvoir étudier jusqu'au bout, aux côtés de l'Etat, cette possibilité de reprise industrielle qui prend encore plus de sens avec les évolutions annoncées de l'actionnariat de l'usine voisine Getrag Ford Transmissions, aujourd'hui filiale à 50/50 de Ford et du groupe canadien Magna. Les élus contestent à Ford, qui part, un droit de sélection des entreprises qui arriveront sur le site.

- D'être signataires de la lettre d'intention que Ford propose à l'Etat de parapher. Ils souhaitent pouvoir négocier le contenu de la convention de revitalisation en cours d'élaboration. Et proposent de recruter rapidement une équipe d'ingénieurs de haut niveau comme opérateur de cette convention. Elle travaillera en liaison étroite avec le comité de revitalisation mise en place sous l'égide de l'Etat. Le coût de cette équipe sera imputé sur la contribution proposée par Ford.

- A l'Etat de faire valoir à Ford que le renoncement des collectivités aux demandes de remboursement des aides ne peut être un préalable mais une conséquence des engagements tenus, aux conditions mentionnées ci-dessus.

Un comité technique ad hoc sera constitué pour formaliser une lettre d'intention ainsi amendée avant toute signature.

Alain Rousset, Président du Conseil régional Nouvelle-Aquitaine
Patrick Bobet, Président de Bordeaux Métropole
Jean-Luc Gleyze, Président du Conseil Départemental de la Gironde
Nicolas Florian, maire de Bordeaux, Vice-Président de Bordeaux Métropole
Véronique Ferreira, maire de Blanquefort

La CGT Ford Blanquefort le mardi 19 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans les médias

Blanquefort (33) : l'avenir de Getrag Ford Transmissions inquiète la CGT

Auto Plus : courrier des lecteurs :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford ne veut plus des ouvriers français ? Eh bien, que les Français arrêtent d'acheter des Ford.

Paul H., par e-mail

La CGT Ford Blanquefort le lundi 18 mars 2019

Communiqué de la Cgt-Ford : réunion à

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Bercy + conférence de presse devant le siège IUMM Paris + manifestation à Bordeaux

Journée chargée ce mardi 19 mars.

Une délégation intersyndicale FAI participera à 11h00 à Bercy à une réunion de mise en place d'un groupe de travail pour l'avenir de l'usine FAI avec le ministre de l'économie. Nous joignons ci-dessous notre proposition d'ordre du jour. La bataille pour sauver l'usine continue, cela passe par la réindustrialisation du site, cela passe par une pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils agissent vraiment dans le sens des intérêts collectifs. L'usine doit être sous contrôle public avec la mise en place d'une stratégie industrielle.

Une délégation Cgt-Ford sera présente à la conférence de presse organisée ce même jour, par la fédération CGT Métaux, à 11h30 devant le siège de l'IUMM (Medef métallurgie) avec les équipes syndicales des usines qui ferment ou qui sont menacées de fermeture à court terme. Il s'agit de dénoncer tous les plans de fermeture et de licenciements qui sont injustifiables et scandaleux. En regroupant nos histoires, en soulignant l'importance de la convergence des luttes, de la solidarité entre salariés et populations, nous cherchons les moyens à nous opposer à cette catastrophe sociale que représentent ces milliers de suppressions d'emplois.

La Cgt-Ford appelle à la manifestation « interprofessionnelle » à 11h30 place de la République, dans le cadre de la journée d'action nationale contre la attaques gouvernementales. Une manifestation que nous mettons évidemment en lien avec la mobilisation des Gilets Jaunes, véritable expression de colère contre les injustices sociales.

Annexe : Proposition d'ordre du jour pour la réunion de Bercy

Nous rappelons que pour nous, ce groupe de travail doit avoir comme premier objectif la réindustrialisation du site et non pas la revitalisation du territoire. A ce titre, les points suivants sont déterminants : contenu d'un accord éventuel avec Ford (bâtiment, terrain, machines, récupération de l'argent public indûment perçu

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

par Ford) qui doit pouvoir donner aux pouvoirs public les moyens d'agir efficacement, avec l'objectif affiché par l'Etat et collectivités territoriales d'élaborer une stratégie industrielle.

-**Informations sur le contenu de la « lettre d'intention »** signée (ou pas ?) entre l'Etat et Ford. L'intersyndicale a demandé le document mais ne l'a pas eu.

-**Présence de 3 acteurs du dossier « M-Real ».** Dans un courrier du vendredi 15 mars, nous avons proposé la présence des acteurs du dossier M-Real à notre réunion : l'ancien maire de la commune d'Alizay (Mr Gaetan Le Vitre) et 2 représentants des syndicats CFE-CGC (Eric Lardeur) et CGT (Thierry Philippot). Nous sommes en contact avec eux pour comprendre et profitez de l'expérience de ce sauvetage d'usine. Il est important de se donner toutes les chances de réussite pour nous. Leur présence permettrait de discuter concrètement des moyens d'action pour les pouvoirs publics en vue de reprendre l'usine, une discussion qui se ferait en présence de nos collectivités territoriales (Région, Département, Commune, Bordeaux-métropole).

-**Attitude plus que préoccupante de Ford concernant le parc machine** Ford veut certainement en garder au moins une partie et ne semble pas du tout disposée à coopérer. Un article du Canard Enchaîné de ce mercredi 13 mars montre que la multinationale se prépare à un coup de force. Pour nous, garder les machines, c'est un des points primordiaux dans la perspective de relancer une activité sur le site.

-**Avenir de l'usine GFT et des 1000 emplois :** l'usine « sœur » voit son avenir de plus en plus clairement menacé. Les dernières informations confirment le départ prochain de Ford (2ième trimestre 2019), une situation financière préoccupante. En conséquence, nous sommes obligés d'envisager le sort de nos deux usines dans une même discussion.

La CGT Ford Blanquefort le lundi 18 mars 2019

Ford veut supprimer

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

5.000 postes en Allemagne

Voilà ! C'est une information que nous avions révélée il y a plusieurs mois suite à notre action à Cologne en Allemagne mais l'ampleur dépasse ce que nous imaginions. C'est une catastrophe sociale européenne qui réclame ce qu'il nous manque = une solidarité internationale des travailleurs, sous peine de nous faire démolir les uns après les autres.
En solidarité avec nos collègues les plus proches, entre les informations révélées par nos camarades de la CGT de Cgt Gft Getrag Ford Transmissions Magna hier et celles-ci, les syndicats de GFT vont-ils continuer à refuser de voter le droit d'alerte ? La campagne du "tout va bien" entretenue notamment par la CFDT ne peut plus convaincre personne ! Il est temps d'agir et vite !

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 15 mars 2019

Gilets jaunes acte XVIII
Manifestons samedi 16 mars
Et d'autres rendez-vous...

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

GILETS JAUNES

ACTE XVIII

MANIFESTONS SAMEDI 16 MARS

Pour ce samedi 16 mars, il y a l'habituel appel des gilets jaunes à manifester. Même si le gouvernement n' a pas reculé sur les revendications des GJ, le nombre et la détermination est toujours là !

Le mouvement connaît une grosse répression lors des manifestations (Tirs de flash ball, matraquage, gazage, arrestations, des condamnations à de la prison ferme...). La CGT-Ford nous condamnons cette répression ! Elle est la preuve que ce mouvement dérange, que le gouvernement cherche à faire taire la contestation, et même en s'appuyant sur le législateur avec la « loi anticasseurs », qui est une loi liberticide !

Nous revendiquons la liberté de manifester ! Autant de raisons qui font que la CGT-Ford appelle toujours à se joindre aux actions et manifestations qui viennent.

Il apparaît incontournable qu'il faut encore plus de monde dans la rue car notre force c'est le nombre, ce serait d'être des millions, en manifestation et aussi dans un mouvement de grève générale qui menacerait de paralyser le pays. Car au bout, il est nécessaire que le pouvoir, que les classes riches aient peur pour les faire reculer, pour imposer une politique qui change radicalement, en répondant aux besoins urgents de la population.

D'ores et déjà d'autres rdv sont à noter.

Vendredi 15 mars Grève internationale des jeunes pour le climat, rdv à 10h00 place de la Victoire (inspirée par la suédoise de 15 ans Greta Thunberg qui fait grève tous les vendredis devant le parlement suédois !).

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Mardi 19 octobre manifestation interprofessionnelle et intersyndicale, rdv à 11h30 place de la République.

Il y a peut-être l'occasion de changer les choses profondément. Notre dignité, nos vies, nos emplois, nos revenus, nos services publics, le partage des richesses, la démocratie directe, tout cela est bien à l'ordre du jour. Et c'est grâce au mouvement de colère qui dure depuis plus de 3 mois.

RENDEZ-VOUS À 13H30 DEVANT LE BAR DU CASTAN

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 15 mars 2019

Ford Blanquefort dans les médias, suite..

Getrag Ford Transmissions : l'horizon de la coentreprise de Ford et Magna se voile

LA TRIBUNE

Le groupe Safran prêt à recruter des salariés de Ford Blanquefort pour sa nouvelle usine du Haillan ?

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 14 mars 2019

Tract de nos camarades de la CGT de GFT

Tout ce que les autres ne vous disent pas !

Notre usine mérite le vote d'un Droit d'Alerte !

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Forts de l'expérience de nos amis de FAI, nous, la CGT GFT demandons le vote du Droit d'Alerte en Comité d'Entreprise

- ➔ Parce que la solidarité s'exprime bien **au-delà d'un simple tract** écrit par des personnes qui profitent hypocritement de l'actualité,
- ➔ Parce ce que les liens de la CGT GFT avec FAI se traduisent par **des actions** depuis 10 ans,
- ➔ **Parce que l'expérience du site de FAI doit nous aider à être réaliste et force de proposition**.

Nous, **la CGT GFT** avons demandé à un cabinet extérieur indépendant l'analyse de la situation financière et stratégique de notre usine de Bordeaux.

Le retour de ce cabinet n'est pas aussi prometteur que certaines organisations syndicales, associées à la direction, veulent bien le laisser croire dans leurs divers messages.

- Accumulation de **pertes financières lourdes**: 54 M€ en 2017, soit plus de la moitié du capital social (95 M€), 28 M€ attendus pour 2018, soit en cumul quelque 82 M€ de pertes sur 2 exercices, venant consommer 86 % du capital social.
- **Usine mono client** : 100% de notre production vendue à Ford.
- **Désengagement de Ford du marché européen** notamment sur les petits véhicules pour lesquels leur marge est faible : réduction de 22 000 emplois Ford sur 55 000 aujourd'hui en Europe (article presse spécialisée).
- **Discussion entre Magna et Ford** au sujet du groupe GFT : Magna rachèterait Bordeaux et Kechnec, Ford garderait Halewood et Cologne (info du 28 janvier).
- **Désengagement de Ford dans notre capital d'ici l'été 2019** (info début février): GFT est détenue à ce jour par Ford à 50%.
- Discussion entre Magna et Ford au sujet du **coût de la dépollution de notre usine** (info semaine dernière).
- **Ultimatum de M Kotagiri** : Si l'usine de GFT ne fait pas de profit d'ici 2021, soit on la vend, soit on la ferme.
- **Intérêt marqué de l'entreprise Punch** pour le rachat du site de GFT Bordeaux.
- **Changement brutal de direction** en 2017, départs précipités de managers…
- **Les coûts fixes que GFT devra assumer seul à la fermeture de** FAI aggravant d'autant les pertes financières.

Face à cette longue liste de points négatifs, le cabinet extérieur a établi u**ne liste de 21 questions précises à poser dans le cadre d'un Droit d'Alerte** : questions que nous avons présentées évidemment aux autres organisations syndicales.

-> Seules 6 questions, des moins fâcheuses, ont été retenues !!

-> Et, vous le savez déjà, la direction a rassuré les autres syndicats: tout va bien !!

A ce jour**, aucune organisation syndicale de notre usine n'a souhaité voter le Droit d'Alerte** en Comité d'Entreprise ! Nous n'en connaissons pas les raisons …
Certainement la peur que ça révèle aux salariés de GFT la catastrophe financière qui se prépare

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

et les conséquences qui s'en suivront !

Le Droit d'Alerte : une simple demande d'information !

Définition : Dès lors que le comité d'entreprise a accès à des informations économiques et financières susceptibles d'entrainer des difficultés (article L.2323-1 du code du travail), il peut interroger l'employeur sur ces difficultés et ce, dans le cadre de ce que l'on appelle un « droit d'alerte » (article L.2323-78 du code du travail).

Cela permet de :

- Connaître l'origine et l'ampleur des difficultés économiques rencontrées par l'entreprise
- Connaître les moyens et actions possible pour résoudre ces difficultés
- S'assurer que les mesures envisagées par la Direction sont pertinentes
- Alerter les actionnaires sur la situation de l'entreprise et les responsabilités éventuelles
- Faire des propositions alternatives allant dans le sens de la défense des intérêts des salariés
- Connaître les garanties de la pérennité de l'emploi
- Vérifier que l'entreprise dispose de délais suffisants à son rétablissement

Parce que nous préférons **anticiper le risque pour notre usine**. Nous, **la CGT GFT** avons de notre côté **déjà entamé des discussions avec des représentants politiques**, M Rousset (Région), Mme Ferreira (Blanquefort), afin de les alerter et de les inciter à des actions.

Nous commençons également à réfléchir **à des propositions concrètes**.

Le vote du Droit d'Alerte nous permettrait un contact direct avec Ford pour le forcer à s'engager sur le futur de GFT Bordeaux avant son départ de cet été !

Par ce tract, nous, la CGT GFT, faisons appel à vous Tous, Libres et Objectifs, pour demander à chacun de vos syndicats le vote de ce Droit d'Alerte : simple demande d'information !

Si tout va si bien, pourquoi ne pas le voter ?

Ce serait bien le meilleur moyen de nous rassurer !

Nous sommes pour le rassemblement de tous les salariés dans un même but : soutenir notre usine ! Par notre travail quotidien mais aussi par l'exercice de notre droit à l'information !

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Nous sommes force de proposition et de négociation par notre représentativité au sein de l'usine, par l'expérience de nos amis de FAI, par nos experts indépendants.

N'hésitez pas à venir consulter la liste des questions, établies en vue du Droit d'Alerte, auprès de vos représentants CGT : Parlez-en entre vous et aidez-nous à voter le Droit d'Alerte !!

Le jeudi 14 Mars 2019
La CGT GFT

Cliquez ici :
2019.03.14 Tract GFT.pdf
Document Adobe Acrobat [258.7 KB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 14 mars 2019

Bonnes nouvelles n°428

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

n° 428-50 (14 mars 2019) - Cgt-Ford

Bonnes nouvelles MÊME PAS MORT !

journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

RÉAGIR ET SE DÉFENDRE ENSEMBLE C'EST POURTANT UNE ÉVIDENCE

Ici à Ford, nous sommes loin d'être les seul.e.s à subir des licenciements et une fermeture d'usine. La liste est même très longue d'usines ou d'entreprises qui licencient, qui ferment ou qui menacent de fermer, ou encore qui liquident.

On entend parler dans les médias de situations emblématiques comme celles des Fonderies du Poitou, de Ascoval, Arjowingins, PSA, mais beaucoup moins de ACC, Bultex parmi tant d'autres.

On peut nous dire que chaque cas est particulier, chacun.e a son histoire, se trouve dans des secteurs géographiques et économiques différents.

Oui mais cela n'empêche que partout les salarié.e.s sont victimes des mêmes logiques destructrices de la recherche infinie de rentabilité. Ce sont toujours les travailleurs qui paient. Et les prétextes sont multiples : à cause de la concurrence, de la compétitivité, de la mauvaise santé financière... Mais au bout, les profits sont là les dividendes aussi et ... les licenciements aussi !

Les questions simples viennent alors : comment ça se fait que d'abord nous nous taisons et n'arrivions pas à défendre nos emplois et nos vies ? Et ensuite pourquoi n'y a-t-il pas mise en lien, coordination, convergence de celles et ceux qui subissent des licenciements scandaleux ?

Cela paraît pourtant évident, que pour changer la donne, nous luttions toutes et tous ensemble contre les fermetures et les licenciements, nous serions plus efficaces et nous mettrions plus la pression sur le gouvernement pour qu'il agisse.

En attendant, on perd chacun dans son coin.

DU RIFIFI POUR DES SOUS

Aprés une première tentative il y a 2 semaines, la contestation s'est à nouveau exprimée. C'est parti du TTH, d'abord un regroupement pour discuter, puis un départ vers les bureaux, embarquant au passage plusieurs collègues en colère. La direction, réveillée par le bruit, est vite sortie pour calmer les esprits : « alors c'est quoi le sujet aujourd'hui ? Ford s'occupe très bien de vous, elle vous protège. Et puis vous aurez +1,7% sur le salaire. De quoi vous plaignez-vous ? ».

Le mépris et le cynisme à forte dose ça peut paralyser mais ça peut aussi mettre en colère. C'est ce que nous souhaitons. Oui Ford doit payer pour ce qu'ils font. Ça passe par une prime exceptionnelle que nous pouvons arracher. Une pétition va circuler parmi les salariés en vue de construire une mobilisation d'ici les NAO.

Ford ferme tranquillement son usine, trop tranquillement. Le PSE est validé, le temps de l'indignation et de la colère du gouvernement semble déjà du passé, dans les médias la page est tournée, tout cela n'est pas si grave que ça visiblement.

872 emplois directs qui sont supprimés, près de 2000 emplois induits qui vont disparaître et pour la plupart d'entre-nous ce sera des emplois plus précaires, des salaires plus bas, plus de galère pour un bon nombre de gens dans la région.

Et pour faire oublier cette catastrophe, il y a du monde pour maquiller la réalité en vantant l'arrivée d'une nouvelle usine Safran au Haillan (200 emplois), vraiment ? Avec 30 à 50 salariés Ford, vraiment ?

Finalement la vie continue, Ford va partir avec ses milliards de dollars de bénéfices, ses millions d'euros d'argent public volés, les dirigeants avec leurs grosses primes ... il y a quand même de quoi se mettre en colère. La bataille n'est pas finie : Ford doit payer cher d'une manière ou d'une autre !

BIENTÔT LES NAO

Ce sera l'occasion de « discuter » argent et prime exceptionnelle. Pour les préretraités comme pour les licencié.e.s, le compte n'y est pas du tout.

Nous sommes pour la redistribution des profits et des dividendes qui représentent les richesses que nous avons contribué à produire.

Osons exiger pour nous !

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Pouvoirs publics, à un moment, il faut agir

Lors de notre dernière réunion à Bercy, le 25 février, l'intersyndicale avait demandé de mettre en place un groupe de travail pour la réindustrialisation rapide de l'usine. Pour nous, il n'était et il n'est toujours pas question qu'à la fin de l'histoire il n'y ait qu'un terrain vague.

Il y a un bâtiment, des machines, un collectif de travail expérimenté, des salarié.e.s compétent.e.s ... il y a vraiment tout ce qu'il faut pour maintenir une activité.

C'est logiquement une de nos batailles du moment. C'est pour cela que nous demandons que l'Etat et les pouvoirs publics interviennent en réquisitionnant l'usine et les machines tout en mettant en place une stratégie industrielle.

Malgré toutes ses déclarations dénonçant la politique et l'attitude de Ford, l'Etat a complètement échoué dans ses tentatives d'empêcher d'abord le départ de ford puis sa décision de fermeture puis encore son refus de vendre.

La situation a mis en évidence l'impuissance des pouvoirs publics, qui sont finalement bons qu'à donner de l'argent public sans même avoir le moyen d'en contrôler l'utilisation. Cela a mis en évidence aussi l'absence de lois qui au moins devraient limiter les marges de manœuvres des multinationales.

Alors soit l'Etat laisse faire, inefficace voire complice du désastre économique et social, soit à un moment il intervient clairement, se confronte vraiment à Ford, récupère l'argent public indûment perçu par Ford, change les lois, tout cela pour défendre les intérêts de la population et des salarié.e.s.

Ça coince !

La direction a du mal à faire plusieurs choses à la fois : fermer une usine en préparant le départ de centaines de salarié.e.s dès maintenant et en même temps assurer la production de qualité dans les délais.

Et ça coince. Outre la motivation du personnel logiquement pas au plus haut niveau, voilà que cela se désorganise un peu. Pendant que des collègues vont à leur rendez-vous au cabinet de reclassements, d'autres qui s'occupent de leur dossier de pré-retraite, les derniers qui restent sur leurs machines se retrouvent à faire tout le travail.

Passer par la case justice

Nous n'avons pas réussi à empêcher la fermeture de l'usine ni même à sauver les emplois de celles et ceux qui voulaient le garder ici.

Mais la bataille n'est pas finie. D'une part comme écrit dans d'autres articles, nous allons tenter de mettre la pression sur l'Etat et les collectivités territoriales pour réimplanter de l'activité sur l'usine.

Mais la bataille passera aussi par les tribunaux. Ce n'est pas la première fois que nous allons nous confronter à la multinationale sur le terrain de la justice : nous avions attaqué en 2016 pour non respect de l'engagement des 1000 emplois (accord de mai 2013) et sur plusieurs cas de non respect de nos droits.

Nous avions aussi dû nous défendre quand Ford avait attaqué nos actions au salon de l'Auto en 2012 et 2014.

Cette fois c'est pour dénoncer une fermeture d'usine injustifiable et scandaleuse. Nous préparons cela sachant que nous nous lançons dans une procédure longue. Car derrière, et c'est lié, il y aura les actions aux Prud'hommes pour obtenir des indemnités supplémentaires.

L'idée aussi c'est de mener une bataille qui aide les autres salariés dans les autres usines qui ferment, faire en sorte que les lois changent pour protéger plus les salarié.e.s, pour empêcher les grosses sociétés de nuire.

Nous donnerons les précisions dans les jours qui viennent.

Bizarre, bizarre

Les niveaux de production sont faibles et pourtant, la direction a du mal a organiser la production et le travail correctement.

Par exemple, il est demandé à des collègues de faire des heures supplémentaires, en venant par exemple une heure plus tôt à cause d'une panne machine de la veille ou à cause de problèmes qualité.

Des chefs paniquent, courent après des collègues absents, parlent d'urgence ... oubliant peut-être que l'usine ferme bientôt et que l'activité cesse en août ... dans 5 mois !

Des collègues dans certains secteurs vivent des situations surréalistes, entre sous activité et pressions.

Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 428-même pas morts 50 ([...]
Document Adobe Acrobat [1.9 MB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 14 mars 2019

Ford Blanquefort dans les médias

La direction va devoir nous donner des

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

explications sur cet article du Canard enchaîné :

Ford nargue Le Maire

« *TRAHISON* », « *mensonge* »... Bruno Le Maire n'a pas eu de mots assez durs pour fustiger la décision de Ford de fermer son usine de Blanquefort, en Gironde. Mais, tandis que le ministre de l'Economie répète sur les ondes qu'il soutient les 850 salariés qui se retrouveront bientôt sur le carreau, une société de sécurité, contrôlée indirectement par les pouvoirs publics, fournit au constructeur américain des moyens de juguler la contestation.

Anges gardiens militaires

Ford, en effet, s'est attaché les services de Geos, filiale de l'Agence pour la diffusion de l'information technologique (Adit), détenue à 24 % par la Banque publique d'investissement (Bpifrance), et à 10 % par l'Etat. La dizaine de contractuels de Geos embauchés par le constructeur a pour mission, entre autres, de protéger les machines-outils et, surtout, les cartes électroniques qui les commandent. Car la firme automobile compte bien récupérer ce précieux matériel après la fermeture définitive du site, en août.

Contacté par « Le Canard », Geos n'a pas souhaité faire de commentaires. Dommage : cette boîte, qui intervient habituellement dans les zones à risques à l'étranger, en recrutant d'ex-militaires et d'anciens flics, développe depuis quelques années un savoir-faire lucratif dans la gestion des conflits sociaux.

Une activité qui, contrairement au secteur automobile, ne connaît pas la crise...

J. C.

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 14 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Communiqué CGT Ford suite à l'annonce de Bruno Le Maire

Communiqué Cgt-Ford : il y a une usine qui ferme et une catastrophe sociale derrière

Des annonces pour dissimuler la gravité d'une usine qui ferme?

L'annonce fait du bruit et elle est là pour ça. Le groupe Safran annonce créer une nouvelle usine au Haillan avec 200 emplois. Tout est dit et repris sans conditionnel alors que tout le monde sait très bien que jamais ces choses-là se déroulent jamais comme annoncées et que les emplois promis n'arrivent jamais complètement voire parfois pas du tout.
Rappelons-nous, en 2008, alors que Ford se préparer déjà à fermer son usine, plusieurs annonces de créations d'emplois avaient été faites : les éoliennes pour l'usine Ford (repreneur HZ), une usine pour fabriquer des panneaux solaires à Parempuyres, par exemples. Aucune des deux annonces ne s'est concrétisée : 0 emplois !

Sur l'annonce du jour, si nous regardons de près, les 200 emplois promis, ce n'est pas avant 2024, au mieux visiblement ce serait 165 emplois à 2023, pour aller vers les 200 les années suivantes ("à terme").

Dernière chose, on apprend que 30 à 50 emplois seraient proposés aux salariés de Ford. Une bonne nouvelle pour nous ? Si c'est le cas, faudra voir quel sera vraiment le nombre de propositions ? et puis pour qui ?

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Pour des cadres ? Pour des ouvriers opérateurs ?

Il faut savoir que tous les emplois qui seront ainsi proposés aux salarié.e.s "Ford" auraient dû l'être aux dizaines de milliers de girondins ou aquitains qui sont au chômage depuis déjà trop longtemps ... si l'usine Ford ne fermait pas ! Pour faire du bruit, pour faire illusion, sans doute que d'autres entreprises diront "regardez, combien de propositions d'emplois il y a ! vous voyez que la région est attractive !". Mais qui fera la soustraction entre licenciements-suppressions et recrutements ? Et qui comparera les niveaux de salaires, les types de contrats (CDI ou intérims-CDD) avant et après ?

Ce genre d'annonce a visiblement un objectif, celui d'embrouiller la réalité, de relativiser la gravité de la situation, celui de dissimuler l'inefficacité et l'échec de l'action des pouvoirs publics, que ce soit la Région ou l'Etat. Une usine ferme et personne n'a su l'empêcher ou assurer une reprise d'activité. Une usine ferme et ce sont 872 emplois directs qui sont supprimés + près de 2000 emplois induits qui vont disparaître.

Nous rappelons que l'intersyndicale mène la bataille pour la ré-industrialisation rapide du site. Un groupe de travail, avec Bercy, les collectivités territoriales, l'intersyndicale, que nous avons demandé, devrait se mettre en place, aurait dû déjà être mis en place. Nous attendons encore la première réunion qui doit avoir lieu prochainement avec le ministre B.Le Maire.

Nous demandons que l'Etat et l'ensemble des pouvoirs publics agissent fermement en récupérant l'argent indûment perçu par Ford, en réquisitionnant l'usine, et le parc machines, en se

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

donnant les moyens de maintenir une activité, en élaborant tout simplement une stratégie industrielle pour réimplanter, d'ici la fin de l'année, une activité qui permettrait de sauver le collectif de travail et des centaines d'emplois directs.

Pour nous la bataille n'est pas finie, loin de là. Nous restons déterminés pour que l'usine ne devienne pas une friche et que des centaines d'emplois soient vraiment préservés. Pour qu'au bout on ne se fasse pas baratiner par des fausses solutions de bricolages et d'enfumages.

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 13 mars 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du 13 mars 2019

Nouvelle usine Safran au Haillan (33) : pourquoi c'est une bonne et une mauvaise nouvelle

SUD OUEST

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 13 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans les médias

Du 12 mars 2019

Le groupe Safran prêt à recruter des salariés de Ford Blanquefort pour sa nouvelle usine du Haillan

Safran crée un campus d'impression 3D à Bordeaux et prévoit 200 emplois

Safran crée une nouvelle usine en Gironde, avec

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

200 emplois au Haillan

La CGT Ford Blanquefort le mardi 12 mars 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du 11 mars 2019

Ford Aquitaine Industries : qui a versé des aides publiques et combien ?

La CGT Ford Blanquefort le mardi 12 mars 2019

La CGT se prépare à aller en justice !

À l'indépendance de la justice ? Le pouvoir Macron répond par

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

l'ingérence dans les tribunaux !
La CGT Ford ira jusqu'aux tribunaux européens pour contester les ordonnances Macron sur le plafonnement des indemnités aux prud'hommes ! Un travail est en cours à ce sujet avec un expert du barreau.
Plus rapidement, nous rencontrons 3 avocats dès demain matin afin de contester le PSE de Ford et son motif économique !
La CGT a la ferme intention de faire condamner la multinationale Ford et d'obtenir des indemnités conséquentes pour les salariés à la hauteur des mensonges et de la richesse de la multinationale.
La machine est en route, Ford n'en a pas fini avec nous ! On ne lâchera rien !

INFORMATION EUROPE 1 - Plafonnement des indemnités prud'homales : Nicole Belloubet réplique aux jugements récalcitrants

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 7 mars 2019

Concert du samedi 2 mars 2019 (vidéo)

Parce que la lutte prend bien des aspects, voici un petit film sur le concert de solidarité Ford Blanquefort du samedi 2 mars 2019 à la salle de

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

spectacle du Grand Parc.
Encore merci à tous ceux qui ont rendus cette soirée possible : la salle de spectacle du grand parc et ses équipes, les bénévoles et les artistes :
The Hyènes + Bruno Cali Officiel
Cali Officiel,
Balbino Medellín - Officiel,
Faiza Kaddour,
Les Hurlements d'Léo,
Giorgia Sinicorni,
Fatty Shorty Ramone,
DJ Ricoo & Jarzy

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 7 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Bonnes Nouvelles 427

200 000 euros ? Chiche !

Le DRH nous a promis un PSE en béton, assurance tout risque, de l'argent et du boulot, une nouvelle aventure, un vrai bonheur !

Sauf que, même si on pouvait déjà se méfier, la réalité commence à éclater au grand jour. Les entretiens en vue du départ prochain confirment que question primes ou projet professionnel, ce n'est pas vraiment l'idéal.

A la Cgt on s'est dit que c'était la moindre des choses de tenir ses promesses. La direction a promis de nous protéger ? La secrétaire d'État à l'économie comme Macron nous confirment un bon matelas ? Et bien maintenant, on veut en voir la couleur.

Les NAO 2019 approchent, elles permettent habituellement de « négocier » les hausses de salaires. Pour cette année exceptionnelle, nous demandons à ce qu'elles aient lieu vite avec comme seule revendication, une prime exceptionnelle qui permettre d'atteindre une indemnité de 200 000 euros pour toutes et tous !

Les 3 réunions ne serviront à rien si nous ne nous mobilisons pas. Nous proposons de nous préparer à une bataille pour faire plier Ford, pour obtenir ce que la direction nous doit : respect et argent, beaucoup d'argent ! Et nous sommes motivés !

Un concert réussi

Notre soirée concert a été l'occasion de populariser et médiatiser la dénonciation de la fermeture de l'usine, aussi de faire passer le message comme quoi un certain nombre d'entre nous reste déterminés à batailler pour préserver les emplois.

Donc merci encore et encore aux artistes, à l'équipe de la salle du Grand Parc, à tous les bénévoles et au public venu nombreux (salle pleine) en solidarité.

Ce concert permet de donner de l'énergie à l'équipe militante, des forces pour faire tout le travail qui vient (justice, groupe réindustrialisation, diverses actions...).

Nous avons aussi récupéré de l'argent (une fois enlevé tous les frais liés à l'organisation) qui servira à financer la lutte.

n° 427-49 (7 mars 2019) - Cgt Ford

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT !

journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

C'est fait, le PSE est homologué et Ford « soulagé » et « libéré » peut enfin passer à la dernière étape de la fermeture de l'usine.

Certes, même si l'État affiche sa satisfaction, (il n'y a pas de quoi) le fait est que cette validation s'est faite honteusement. Que ce soit le ministre, la Direccte, celles et ceux qui sont intervenus sur le dossier, tous savent que Ford a fait comme il a voulu ou presque.

L'État s'est montré impuissant et pas prêt à la confrontation avec Ford. Et ce ne sont pas les 20 millions d'euros « obtenus » qui changent la donne.

Ford aurait dû payer beaucoup plus, au regard des profits, des aides publiques indument perçues et des dégâts sociaux causés par la fermeture.

Le coup est dur mais la Cgt va continuer à lutter : en justice pour faire invalider un PSE sans raison économique ; pour réimplanter une activité sur l'usine ; pour faire payer Ford avec une « prime exceptionnelle ». Y a du boulot !

Élections bientôt

La direction a décidé qu'il y aura des élections professionnelles cette année (en avril). Aberration évidente mais fallait bien un geste pervers supplémentaire de la part de Ford.

Alors que l'usine ferme dans les mois qui viennent, que tous les salariés sont poussés vers la sortie, que logiquement nous aurons toutes et tous la tête à penser à autre chose, la direction nous pond une élection.

Aucun des syndicats ne la demandait mais pas le choix, il faut se coltiner la chose. Nous aurons l'occasion d'expliquer les nouveautés et de préciser des détails pratiques dans les prochains BN.

On donne RDV au tribunal

Nous l'avons annoncé immédiatement après l'homologation du PSE, nous irons au tribunal pour tenter de faire invalider le PSE pour absence de justification économique. On veut obtenir son annulation et par là faire payer Ford le maximum. À suivre vite...

Pour rappel le livre « Ford Blanquefort - même pas mort » est toujours en vente au CE et auprès des militant.e.s Cgt

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

APRÈS LE PSE : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Le PSE homologué, on imagine bien les dirigeants de Ford sabrer le champagne, après plus de 10 ans de tentative, ils ont enfin réussi à fermer leur petite usine de Blanquefort.

Nous avons pendant longtemps essayé d'empêcher Ford de partir, puis d'empêcher la fermeture, d'abord en tentant jusqu'au bout l'hypothèse d'une reprise.

Et maintenant que le PSE est acté, en réalité on s'y prépare depuis quelques jours, nous tentons de mettre à la discussion et d'imposer une réindustrialisation du site, de faire en sorte que dans les mois qui viennent l'Etat, les pouvoirs publics travaillent pour réimplanter une activité dans l'usine.

Comme nous n'avons aucune confiance dans les processus de revitalisation du territoire, la seule chose crédible pour préserver le plus possible nos emplois c'est de mener cette bataille pour que l'usine ne devienne pas un terrain vague.

Cela suppose que l'État prenne en main l'usine, le terrain, le parc machines, récupère de l'argent de Ford. Il s'agit bien de réquisitionner, de ne rien laisser à Ford.

C'est évidemment loin d'être gagné. C'est une nouvelle bataille. On va pousser pour mettre la pression pour qu'au bout du compte, l'État intervienne avec une stratégie industrielle.

On nous parle de 20 millions récupérés, d'un bâtiment et de machines mises à disposition mais qu'en est-il vraiment ? De toute façon on est loin du compte. Une réunion est prévue à Bercy la semaine prochaine.

Donc c'est pas fini !

UN PSE SI BON !

Il y a des gens qui parlent sans savoir et ceux qui font de l'intox volontairement. On ne peut pas toujours distinguer. Il se trouve qu'au gouvernement ou des soi-disant experts ou encore dans des médias, nous avons droit à une communication mensongère.

Il paraît que les salariés toucheraient en moyenne 200 000 euros ! Incroyable. Bon certains toucheront de très grosses sommes (Codir par exemple) mais la majorité d'entre nous devrait avoir dans les 50 à 80 000 euros. Ce qui correspond à 2-3 années de salaires. Donc très loin des chiffres annoncés et très loin des promesses du DRH !

UNE PETITE MISE AU POINT NÉCESSAIRE

La CFTC, qui n'a pas d'autre activité syndicale, commente l'actualité sans y avoir participé. Ce syndicat s'amuse de l'échec de la reprise par Punch. Ce syndicat danse sur les braises encore fumantes de FAI, usine que Ford a décidé de détruire avec tous ses emplois. Ce syndicat préfère pousser comme un cri de victoire à la fermeture définitive de l'usine sans se préoccuper des conséquences pour tous les salariés qui seront licenciés, qui plus est avec un PSE dont les conditions sociales sont très insuffisantes, mais qui seront encore plus dramatiques pour les emplois induits car ces salariés auront des conditions de départs encore bien inférieures.

Oui c'est un drame humain qui est en train de se jouer apportant avec lui son lot de tragédies et l'attitude de ce syndicat depuis de nombreux mois est scandaleuse. Car s'il est vrai qu'un syndicat n'a pas vocation à négocier des reculs sociaux, ce que la CFTC n'a pas hésité à faire durant de nombreuses années (accord de substitution par exemple), un syndicat doit avoir dans ses priorités la sauvegarde de l'emploi.

Et c'est dans cet esprit que 3 organisations syndicales avaient fait le choix de se battre pour sauver au moins une partie des emplois en discutant avec l'Etat et le seul candidat à la reprise Punch. Et toutes les garanties pour les salariés avaient été négociées, toutes sans exception (relire notre tract explicatif du 13/12/2018).

Punch était une solution beaucoup plus crédible que le candidat à la reprise HZ Holding pour lequel la CFTC avait rendu un avis favorable à l'époque ! Elle se posait beaucoup moins de questions alors !

Dans sa stratégie de communication, la CFTC ne dit pas la vérité, soit par ignorance ayant fait le choix de ne participer à rien préférant accompagner Ford dans ses manœuvres, soit c'est volontaire et dans ce cas c'est encore plus condamnable.

Quoi qu'il en soit, nous faisons le choix d'être acteurs. On peut nous reprocher des choses, nous critiquer dans nos choix, c'est tout à fait normal tant que c'est fait avec honnêteté. Mais le plus important, c'est qu'on ne pourra pas nous reprocher de n'avoir rien fait, ce qui poserait question sur l'utilité d'un syndicat qui se contenterait de suivre les évènements imposés par la multinationale Ford.

Ceci étant dit, il reste des combats à mener bien plus importants, comme la recherche de solutions d'emplois pour l'après Ford et faire payer le plus cher possible la multinationale et nous allons nous employer à les mener.

Ford n'en a pas fini avec nous !

LE CÉKIKADIKOI

QUI A DIT AU SUJET DE L'HOMOLOGATION DU PSE : « Pour de nombreux salariés de Ford Aquitaine Industries cela met un terme à une situation d'incertitude qui devenait très pesante et moralement difficile » ?

1 : Ford / 2 : la CFTC / 3 : l'État

Réponse 2 la CFTC

Cliquez ici :

Bonnes Nouvelles 427-même pas morts 49 ([...]

Document Adobe Acrobat [1.3 MB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 7 mars 2019

COMPTE-RENDU RÉUNION CE EXTRA

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

JEUDI 7 MARS 2019

Information-consultation sur l'organisation de la production du carter Fox - Avis :

D'après la direction, la baisse de la demande entraine un stock trop important qui oblige à ajuster les volumes de la façon suivante :

• Arrêt de l'équipe de SD après le week-end du 30/31 mars

• Les week-end du 9/10 mars et du 30/31 mars seront non travaillés payés en AAPF.

• À compter du 1er avril la production journalière sera de 1008 carters sur 4 jours.

Le personnel de SD sera affecté dans les secteurs suivants en 2x8 :

• 5 personnes de production : 3 au 2045 , 1 au 2044 , 1 au 2043

• 2 personnes de maintenance : maintenance zone B

• 1 personne MP&L : MP&L

Tout ça après avoir mis la pression aux collègues pour faire les volumes sous la menace de venir travailler le vendredi si elle n'était pas faite. La CGT dénonce cette politique managériale qui met la pression sur des collègues qui n'ont pas besoin de ça dans la situation actuelle augmentant les risques psychosociaux, le tout sans réel besoin des volumes !!!

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

8 votants : 5 « Pour » et 3 « Blanc ».

La CGT demande officiellement l'ouverture des NAO :

La CGT profite donc de cette réunion pour demander officiellement l'ouverture des Négociations Annuelles Obligatoires avec pour unique revendication : 200 000€ par salarié.
La direction répond par le mépris considérant qu'il n'y aura pas de conflit social permettant d'améliorer le PSE. Nous verrons bien… Mais nous sommes déterminés à tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions de départ des salariés, y compris en passant par les tribunaux.

Questions diverses :

- La CGT demande encore la date des congés d'été ? Toujours pas de date alors que l'usine ferme au 31 août !!!

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 7 mars 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du 7 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford : « Pour retravailler, il faut des machines »

BLANQUEFORT Véronique Ferreira, la maire, souhaite que Ford cède aussi l'équipement de l'usine vouée à la fermeture. Elle appelle à un travail collectif autour de la réindustrialisation du site

Recueilli par Christine Morice
c.morice@sudouest.fr

Que va devenir le vaste site industriel sur lequel se trouve l'usine Ford de Blanquefort ? C'est la question que tout le monde se pose après la validation, lundi, du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) et avant la fermeture de l'usine où l'activité cessera cet été. Ford Aquitaine Industries (FAI) occupe en effet 88 hectares de terrain et 13 hectares de bâti. Le point avec Véronique Ferreira, la maire de Blanquefort.

« Sud Ouest » Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé que Ford céderait le foncier pour l'euro symbolique. C'est ce que vous attendiez ?

Véronique Ferreira Nous – c'est-à-dire la Région, le Département, Bordeaux Métropole et la Ville de Blanquefort – avions demandé la cession du foncier, du bâti et des machines. J'attends donc de voir quel va être l'avenir des machines car si l'on veut parler de réindustrialisation, il faut bien de l'équipement pour pouvoir travailler. J'attends un écrit officiel de Ford, je n'ai aucune confiance en eux. Je ne sais pas qui sera destinataire de cette cession. Certainement les pouvoirs publics.

Quand sera constitué le groupe de travail qui va plancher sur la réindustrialisation du site ?

On nous a dit prochainement. Je n'ai pas encore de date. J'espère que ce sera dans les jours à venir. En plus des collectivités locales, il comprendra les services de l'État et les représentants de l'intersyndicale de FAI qui ont toujours été force de proposition.

Véronique Ferreira : « Nous devons valoriser le savoir-faire des salariés ». PHOTO LAURENT THEILLET

Est-ce que des logements peuvent être construits sur le site de Ford ?

Non, ce n'est absolument pas envisageable. Moi vivante, le Plan local d'urbanisme ne sera pas modifié. Le site se trouve sur une zone à vocation économique et va le rester.

La prochaine étape, c'est la réindustrialisation du site, la revitalisation ?

Oui, la revitalisation économique concerne le territoire au sens large et la réindustrialisation uniquement le site concerné en termes de reconversion économique. Nous devons valoriser le savoir-faire des salariés de Ford. Je pense qu'il existe des possibilités sur le marché des boîtes à vitesse automatiques en Europe grâce au développement de la voiture hybride rechargeable qui est, à mon sens, la voiture de demain. Ces voitures ont besoin de transmissions, c'est pourquoi nous avions demandé à conserver les machines sur le site pour pouvoir retravailler, dans l'optique de réembaucher les salariés de Ford.

Et le projet de piles à combustible d'Hydrogène de France qui représenterait 55 emplois ?

Je n'en ai entendu parler que par le député Simian et uniquement par voie de presse. Je n'ai pas d'éléments particuliers sur ce dossier. Ceci dit, 55 emplois sur un bâti de 13 hectares, ce n'est pas ça que j'appelle de la réindustrialisation !

D'autres pistes ont-elles été évoquées ?

Il faut être clair, on vient d'apprendre l'homologation du PSE et ça fait un an que l'on travaille sur la médiation entre Ford et Punch qui était candidat à la reprise du site. Toutes les énergies des pouvoirs publics et des représentants des salariés se sont concentrées sur cet objectif. On ne va pas sortir du chapeau en trois jours un lapin industriel magique !

Il y a une chose dont je ne veux absolument pas, c'est que l'on joue au jeu des petites annonces, uniquement pour tirer la couverture à soi, en évoquant des solutions sans être sûr qu'elles aboutiront. Je crois que les salariés ont assez souffert. Il y a un traitement humain à avoir et il ne faut pas que les pouvoirs publics donnent de faux espoirs. Il faut travailler collectivement à la réindustrialisation.

> « Les pouvoirs publics doivent travailler collectivement, sans donner de faux espoirs. Les salariés ont assez souffert »

Que peut-on faire avec les 20 millions d'euros que doit verser Ford en plus du financement du PSE ?

Je n'ai aucune information à ce sujet de la part de Bercy. J'attends de voir les écrits de Ford. Que Ford laisse de l'argent c'est bien, mais je ne vais pas dire non plus que ça me satisfait. 20 millions d'euros, ce n'est pas beaucoup, mais c'est déjà ça.

Êtes vous inquiète sur l'avenir de l'usine Getrag ?

Aujourd'hui, GFT produit et les carnets de commandes sont assurés par Ford, son unique client. Mais j'entends dire aussi que Ford veut se séparer de ses parts au profit de l'autre actionnaire, le groupe Magna. J'appelle les pouvoirs publics à une très grande vigilance sur ce dossier.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

BLANQUEFORT

« J'ai envoyé 117 CV »

USINE FORD Sophie Lechelle, la secrétaire du Comité d'entreprise s'inquiète, elle aussi, pour son avenir. Mais elle n'est pas intégrée au PSE de Ford. Ce qu'elle regrette

Christine Morice
c.morice@sudouest.fr

Elle se sent Ford à 100 %. Pourtant, Sophie Lechelle, qui assure le secrétariat du Comité d'entreprise de Ford Aquitaine Industries (FAI) n'est pas intégrée au Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). « Les syndicats, le cabinet Secafi et même la direction du travail ont plaidé ma cause. Mais Ford a refusé de créer un précédant en m'incluant dans le plan social étant donné que je suis salariée du CE », explique cette habitante de Sain-Aubin-de-Médoc, âgée de 50 ans. « Mon avenir aussi est incertain et j'ai l'impression d'être le vilain petit canard de l'usine alors que je travaille depuis vingt-cinq ans à ce poste après avoir été intérimaire chez Ford, au secrétariat des zones de production A et B ».

Vers un licenciement

Du coup, Sophie Lechelle a commencé à chercher un autre emploi. « J'ai envoyé 117 CV et j'ai reçu trois réponses négatives », confie-t-elle. « Je serai certainement licenciée économique par le comité d'entreprise et le responsable du CE, Gilles Lambersend, m'a assuré qu'il fera tout pour que je bénéficie des mêmes conditions que les autres. Mais je ne sais pas quand. En plus, le comité d'entreprise doit se transformer prochainement en comité social économique dans le cadre de la nouvelle législation, après les prochaines élections du personnel. Mon contrat sera donc rompu et certainement renouvelé mais pour combien de temps ? »

Le fait que sa situation soit différente de celle des autres salariés du site passe mal dans l'esprit de la quinquagénaire. Parce qu'elle est un peu la confidente des Ford, celle qui écoute les autres, entend leur colère aussi, depuis qu'il est question de fermer l'usine.

« Ils vident leur sac »

« Les gens passent me voir pour acheter des places de cinéma, pour une location de vacances. Ils s'assoient devant moi et se mettent à parler. Ils vident leur sac. Certains sont agressifs, ils en veulent à tout le monde, j'en ai vu pleurer aussi. Je suis une véritable éponge et j'emmagasine toutes ces émotions négatives, ce n'est pas toujours facile. À une époque, c'était très tendu entre ceux qui étaient pour le repreneur et les autres qui voulaient que l'usine ferme, pour partir avec leur argent, au plus vite. »

Sophie Lechelle espère être embauchée par un autre comité d'entreprise. PHOTO C.M.

Un Ford devenu douanier

« Le soir, à la maison, avec mes enfants et mon compagnon, j'essaie de parler d'autre chose », glisse-t-elle. Mais Ford revient immanquablement dans les conversations. D'autant plus que l'homme qui partage sa vie est un ancien salarié de l'usine, qui a choisi de démissionner il y a trois ans et de se reconvertir pour devenir agent des douanes. « Lui n'a pas voulu attendre le PSE et aujourd'hui, il est très content. »

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 7 mars 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du 6 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Aquitaine Industries : Ford cède bâtiments et foncier mais pas les machines

LA TRIBUNE

SudOuest :

SUD OUEST

BORDEAUX RIVE GAUCHE

Blanquefort
Ce que va payer Ford

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

payer Ford

Le PSE a été validé tard lundi soir. La CGT a décidé de l'attaquer en justice. ARCHIVES CLAUDE PETIT

ÉCONOMIE

Le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a été validé : l'usine Ford de Blanquefort fermera ses portes fin août. Le constructeur américain devra débourser 20 millions d'euros pour revitaliser le site.

Page 16

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford va payer 20 millions pour revitaliser le site

BLANQUEFORT

Juste après la validation du PSE, l'État a annoncé avoir obtenu cette enveloppe de Ford et le foncier pour 1 euro

Nicolas César
n.cesar@sudouest.fr

Le plan de sauvegarde de l'emploi de Ford a été validé par la direction du travail tard lundi soir.

ARCHIVES QUENTIN SAUNIER

Cette fois, c'est une certitude. L'usine Ford de Blanquefort fermera ses portes fin août. Lundi soir, à 23 h 22, le secrétaire du Comité d'entreprise a appris la nouvelle tant redoutée : la Direccte a validé le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) proposé par la multinationale. Un plan à 169 millions d'euros pour les 850 salariés du site.

Le soir même, Bercy s'est bien gardé de communiquer sur le sujet. Stratégiquement, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a préféré prendre la parole hier à l'Assemblée nationale pour annoncer que « Ford va payer 20 millions d'euros, soit six fois plus que les obligations légales, et dépolluera le site ». En réponse à une question du député LREM du Médoc, Benoit Simian, demandant de « nous assurer qu'il mettait tout en œuvre pour revitaliser le site ». Une manière pour le ministre de montrer que l'État n'est pas impuissant face au constructeur américain, dont il a longtemps fustigé l'attitude dans ce dossier.

La CGT va attaquer en justice

Pas de quoi rassurer la CGT, qui a décidé d'attaquer le PSE en justice. Le syndicat déplore au passage le « changement de ton du gouvernement, qui a baissé les bras et n'a pas été capable de se confronter à la multinationale ». Car, en réalité, ces 20 millions d'euros, auxquels il faut ajouter la cession par Ford pour un euro symbolique des 88 hectares de terrain et les 131 500 mètres carrés de bâtiments, semblent bien peu pour redonner une seconde vie à ce vaste site industriel. Pour rappel, le constructeur américain avait investi 125 millions d'euros pour lancer ici sa boîte de vitesse automatique 6F35. Or, Ford, qui a touché 23 millions d'euros de subventions publiques depuis 2013 pour Blanquefort, va sûrement récupérer son parc de machines. Ce qui rend délicat l'éventualité d'une relance par un autre industriel d'une activité similaire sur place. Surtout, au regard de la faiblesse de l'écosystème régional dans l'automobile.

Pour remettre de l'activité sur le site, à court terme, quelques pistes commencent à émerger, notamment celle de produire des piles à combustible avec le Lormontais Hydrogène de France, qui assure pouvoir créer rapidement 55 emplois. Insuffisant, quand on sait que 400 salariés ne pourront pas bénéficier du dispositif de préretraite et vont rester sur le carreau.

Une chose est sûre, relancer une industrie sur les vestiges de Ford nécessitera a minima 100 millions d'euros et sûrement de démembrer ou diviser le site. L'idéal serait de convaincre un grand industriel, en quête de terrain pour une nouvelle usine de s'implanter à Blanquefort, au cœur d'une métropole « attractive ». Avec la perspective de bénéficier d'au moins 20 millions d'euros de subventions publiques.

Parallèlement, il faudra éviter une autre catastrophe économique dans l'usine voisine Getrag Ford Transmissions, qui emploie près de 1 300 salariés. Elle appartient à 50 % à Ford, qui est son unique client. Or, la multinationale souhaiterait vendre ses parts…

« Mauvaise prise en compte du drame humain »

Véronique Ferreira, la maire socialiste de Blanquefort, a réagi hier à la manière dont a été annoncée la validation du plan de sauvegarde de l'emploi. « Il n'y a pas eu d'information, lundi, de la part de l'État en direction des salariés qui sont tout de même les premiers concernés. On savait que le plan social serait validé, certes, mais je pense qu'il y a eu une mauvaise prise en compte du drame humain, dans la démarche des autorités », a indiqué l'élue.

C. M.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

« C'est un scandale économique »

RÉACTIONS Même si l'annonce de la fermeture prochaine de l'usine Ford n'est pas une surprise, les Blanquefortais ne cachent pas leur indignation

« Il faut en parler à Macron, lui qui dit que tout va bien ! » Sur le parking du petit centre commercial de Blanquefort, non loin de la zone industrielle où se trouve l'usine Ford, Jacques, menuisier à la retraite, est indigné. Et il n'est pas le seul.

L'annonce de la fermeture prochaine du site industriel ne passe pas au sein de la population blanquefortaise, même si la validation du plan social n'a surpris personne. « 850 emplois supprimés, c'est vraiment une grosse tuile pour la commune, poursuit Serge, un ancien comptable. Je ne comprends pas que l'État se soit laissé berner par Ford. Cela démontre bien que les hommes politiques n'ont aucun pouvoir sur les décisions économiques surtout lorsque les enjeux sont internationaux. Pour ma part, je suis favorable à une nationalisation temporaire. Les autorités doivent reprendre la main pour permettre une reprise du site. »

« Macron n'est pas venu »

« C'est un scandale économique pour Blanquefort, renchérit une mère de famille venue acheter du pain. Un de mes amis est concerné par le plan social. Il a plus de 50 ans et espère pouvoir bénéficier d'une préretraite. Quand je pense que le président Macron était en Gironde la semaine dernière et qu'il n'a pas daigné faire le déplacement jusqu'à l'usine Ford de Blanquefort, je suis outrée. »

Un voisin du site industriel, Laurent, a les larmes aux yeux en évoquant la nouvelle. « J'ai connu cette entreprise alors qu'elle était en plein essor, employant des milliers de personnes. Beaucoup de mes copains y ont travaillé. C'est une honte ce qui se passe aujourd'hui. Il ne faut pas les laisser tomber. » Quant à Bernard, il rappelle que la multinationale « a touché des millions d'argent public » avant de mettre la clé sous la porte.

Derrière son comptoir, le boulanger Rachid Kouhdi compatit. Il est aussi inquiet pour son chiffre d'affaires. Avec la disparition de Ford, il craint de perdre une partie non négligeable de ses clients, ceux qui poussent la porte de son commerce, « le matin en allant travailler ou le soir, à la débauche ».

Christine Morice

Le boulanger Rachid Khoudi craint une baisse de son chiffre d'affaires. PHOTO C.M.

SUD OUEST.fr
Ford Blanquefort : la fin de l'histoire chaotique d'un site industriel emblématique

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 6 mars 2019

Assemblée Générale des salariés

FO — LA FORCE DE L'INDÉPENDANCE

CFE CGC

la cgt Ford

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

MERCREDI 6 MARS
À 13H30 AUX PORTILLONS

Ça y est ! La multinationale Ford Jubile ! Le PSE a été homologué.

L'État, les pouvoirs publics, le gouvernement, tout le monde était en colère contre Ford et promettait la bataille. C'était il n'y a pas longtemps. Et pourtant, en quelques semaines, le ton a changé pour finir par accepter presque honteusement le PSE de fermeture de notre usine

Ce n'est pas une surprise tant les déclarations récentes de tous ressemblaient à une acceptation de la fermeture. Le gouvernement a baissé les bras, il n'a pas été capable de se confronter à la multinationale, il n'a pas utilisé son seul moyen de pression pour faire reculer Ford ou pour lui faire payer cher son départ.

Quel gâchis ici à l'usine Ford, pour nos emplois directs et ceux induits, pour la région bordelaise, pour tous les salariés victimes de ces mêmes logiques destructrices.

POUR UNE AG DES SALARIÉS CE MERCREDI 6 MARS

RENDEZ-VOUS À 13H30 DEVANT LES PORTILLONS

La CGT Ford Blanquefort le mardi 5 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans les médias

Du 5 mars 2019 (suite...)

TV7 le journal :

TV7 invité :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

France 3 le 19/20 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

France 3 le 12/13 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

France 2 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

M6 le 12/45 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Blanquefort : "Ford va payer" assure Bruno Le Maire

La CGT Ford Blanquefort le mardi 5 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT demande à la direction de FAI l'ouverture immédiate des Négociations Annuelles Obligatoires avec pour unique revendication : 200 000€ minimum pour tous !

La DIRECCTE homologue le PSE, nous en prenons acte !

Ford jubile, pourtant son PSE est nettement insuffisant et très éloigné des revendications que portaient les Organisations Syndicales lors de sa pseudo « négociation ».

Contrairement à ce que dit Ford dans son communiqué, en aucun cas cette situation *« permet de lever une partie des incertitudes qui pesaient sur nos employés quant à leur avenir. »* Au contraire, elle nous plonge dans l'incertitude du chômage et de la précarité. Ford doit indemniser les salariés à la hauteur de ses mensonges et de sa richesse.

De son côté, la presse écrit que, *« selon des sources proches du dossier, le PSE porterait sur une moyenne de 200 000€ par salarié. »*

Dans ces conditions, nous revendiquons légitimement un minimum de 200 000€ pour chaque salarié. Il existe de nombreux exemples d'améliorations de PSE après leurs homologations suite à des accords de fins de conflit. Cette revendication ne pourra aboutir qu'avec l'aide et la

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

détermination des collègues de l'usine. À nous tous de mettre en place les conditions pour nous permettre de la faire aboutir !

La CGT Ford Blanquefort le mardi 5 mars 2019

La bataille continue : en justice contre le PSE, pour faire payer Ford, pour la réquisition, pour défendre les emplois !

« Je suis révolté, je suis écœuré » c'est ainsi que parlait le ministre Le Maire en réponse à Ford qui rejetait la reprise. L'Etat, les pouvoirs publics, le gouvernement, tout le monde était en colère contre Ford et promettait la bataille. C'était il n'y a pas longtemps. Et pourtant, en quelques semaines, le ton a changé pour finir par accepter presque honteusement le PSE de fermeture.

Ce n'est pas une surprise tant les déclarations récentes de tous ressemblaient à une acceptation de la fermeture. Le gouvernement a baissé les bras, il n'a pas été capable de se confronter à la multinationale, il n'a pas utilisé son seul moyen de pression pour faire reculer Ford ou pour lui faire payer cher son départ.

Le PSE n'a aucun fondement, aucune justification économique. Tout le monde le sait, tout le monde l'a dit durant cette dernière année.

Ce que le gouvernement n'a pas pu faire ou pas su faire ou pas voulu faire, nous allons le tenter. Nous allons attaquer en justice pour faire invalider ce PSE.

Nous mènerons cette bataille, à partir de maintenant, en plus bien sûr de

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

celle consistant à remettre de l'activité sur l'usine et à préserver le plus d'emplois possible.
Nous restons convaincus que la réindustrialisation du site est lié à une politique offensive de l'Etat qui doit prendre le contrôle de l'usine et du parc machines.
C'est sur cette base que l'Etat et les collectivités territoriales doivent élaborer une stratégie industrielle, travailler concrètement pour mettre en place une activité.
Dans le domaine du véhicule propre, du transport et du transport collectif, il y a des exigences environnementales, des besoins sociaux à satisfaire, donc il y a forcément des solutions, les pouvoirs publics ont les moyens de faire. C'est aussi de leur responsabilité à l'égard de l'intérêt général.

La CGT Ford Blanquefort le mardi 5 mars 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du 5 mars 2019

Ford Aquitaine Industries : homologué par la Direccte, le PSE est attaqué par la CGT

LA TRIBUNE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort : la CGT veut saisir la justice pour faire invalider le PSE

Clap de fin pour l'usine de Blanquefort : l'Etat valide le plan social de Ford

Fermeture de Ford à Blanquefort (33) : tous les détails du plan social

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Le plan social de Ford validé, l'usine de Blanquefort au point mort

Blanquefort: Le plan social lancé par Ford après le feu vert de l'administration

Fermeture de Ford à Blanquefort : le plan social est officiellement lancé

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mardi 5 mars 2019

La multinationale Ford jubile

Voici le communiqué de Ford :

"Nous avons conscience des répercussions importantes que le choix de mettre fin à la production de FAI aura sur nos salariés, leurs familles et sur la communauté locale. Nous saluons l'étape importante franchie aujourd'hui par l'acceptation du plan social de FAI par la DIRECCTE. En effet, cela permet de lever une partie des incertitudes qui pesaient sur nos employés quant à leur avenir. Ce plan social est très complet et comprend, à la fois, un plan reclassement et de retraite anticipée de même que des mesures visant à aider les salariés à retrouver un emploi salarié, à créer leur propre entreprise ou encore à bénéficier de formations de reconversion pour saisir de nouvelles opportunités de carrière."

La CGT Ford Blanquefort le mardi 5 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans les médias

Du 4 mars 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort : Benoît Hamon prône la "nationalisation temporaire"

Benoît Hamon (Génération-s) sur Ford: "Il y a une solution, la nationalisation temporaire du site de Blanquefort"

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Aquitaine Industrie : le plan de revitalisation du site n'est-il qu'un écran de fumée ?

France 3 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

SudOuest :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort: Hamon prône la “nationalisation temporaire”

Ford Blanquefort : Benoît Hamon plaide pour "une nationalisation temporaire du site"

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

SUD OUEST

Ford Blanquefort: Hamon prône la "nationalisation temporaire"

LE FIGARO

Blanquefort : Le Maire réclame 20 millions d'euros à Ford

lepoint.fr

Ford, Ascoval : pour Philippe Martinez, Bruno Le Maire "parle beaucoup" mais n'est pas "efficace"

Boursorama

La fermeture de Ford Blanquefort menace aussi les emplois de prestataires de l'usine

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le lundi 4 mars 2019

Retrouvez l'historique de cette page de notre site internet en cliquant ici

878.801

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API